

M. de Rugy se retrouve dans une situation difficile après la révélation de soupers onéreux aux frais de la République, au bénéfice de quelques amis et sans réel rapport avec ses fonctions politiques d'alors. Les homards « géants » (sic !) servis lors de ceux-ci sont devenus le symbole fort du décalage du ministre et de ce pays légal qui s'impose au pays réel quand il devrait, d'abord, le servir. Sa défense maladroite ne fait que rajouter au malaise, et c'est sa directrice de cabinet, elle-même prise dans une affaire d'occupation d'HLM sans l'habiter vraiment, qui en a fait les frais, contrainte à la démission avec les mêmes arguments que ceux que M. de Rugy réfute pour lui-même. Pourtant, en soi, les sommes dépensées un peu légèrement et les petits privilèges dont M. de Rugy a visiblement usé et abusé ne représentent que bien peu de choses, et l'on est bien loin des millions, voire milliards d'euros perdus par les fraudes diverses et variées pratiquées par les aigrefins qui spéculent sur le dos, trop souvent, de la France et des Français. Mais c'est le symbole qui frappe les esprits, et l'on sait la force de celui-ci en une période où nos compatriotes sont appelés, pour de bonnes mais parfois aussi de mauvaises raisons, à faire des efforts financiers, par le biais de taxes toujours renouvelées.

Décidément, l'été est meurtrier pour la République, et voici après « l'été Benalla » l'été de Rugy, au fil des « révélations » de la presse et des dénégations de l'intéressé, encore soutenu par le gouvernement et paradant à la tribune présidentielle ce 14 juillet... Au moment même où l'écologie est devenue une politique d'Etat, du moins officiellement, et où des taxes nouvelles, qui ne sont pas toutes choquantes, sont créées quand d'autres sont étendues, **l'affaire tombe mal, et risque bien de discréditer, dans une confusion générale des genres, la nécessaire politique de « transition écologique »**

(mal nommée, sans doute, ou imprécise, en tout cas). En cela, l'attitude de M. de Rugy, entre mépris et mauvaise foi, est irresponsable et suicidaire pour le ministère qu'il représente, même si ce qu'on lui reproche n'a, pour l'heure, que peu à voir avec son poste actuel (hormis les rencontres plus ou moins informelles avec des lobbyistes aux méthodes et arguments douteux) mais bien plutôt avec celui, précédent, de président de l'Assemblée nationale.



Pourquoi l'attitude de M. de Rugy est-elle inappropriée et choquante ? Pour plusieurs raisons qui éclairent aussi la nature de la République contemporaine, qui n'est plus, dans l'esprit comme dans la pratique, celle du fondateur de la Cinquième qui, lui, payait même les notes d'électricité de l'Elysée sur sa retraite d'officier. L'une d'entre elles est **le fort décalage entre les idées affichées et propos avancés par l'actuel numéro 2 du gouvernement quand il n'était qu'un député Vert et son attitude depuis qu'il appartient aux hautes sphères parlementaires puis gouvernementales**

. Il n'est certes pas demandé aux hommes politiques d'être parfaits ni même aimables mais, lorsque l'on appartient aux hauteurs de la vie politique ou étatique, il convient, si l'on a le sens de l'Etat, de respecter celui-ci et de servir le pays plutôt que « se servir » :

l'Etat impose des devoirs à ceux qui possèdent le pouvoir, et une certaine exigence de posture et d'action

. Sur ce point, la monarchie d'Ancien Régime avait trouvé une sorte d'équilibre, sans doute pas toujours satisfaisant mais plutôt efficace, qui tenait compte des faiblesses et, même, des turpitudes humaines : Mazarin en est un exemple presque caricatural, s'enrichissant au fil de ses années gouvernementales tout en sauvant et en renforçant l'Etat royal et laissant au roi Louis XIV dont il a été le véritable précepteur politique, un héritage solide qui assurera à la France la meilleure place en Europe et un rayonnement qui perdurera jusqu'aux heures les plus sombres de la Révolution. En revanche, Nicolas Fouquet, qui avait été, un temps, bon serviteur de l'Etat, a été cruellement puni pour avoir oublié le sens de son devoir et avoir pensé que l'Etat pouvait devenir sa « chasse gardée »...

M. de Rugy n'est pas Mazarin, et encore moins Colbert ou Sartine, et la République apparaît désormais comme « la revanche de Fouquet » dont l'actuel ministre de la Transition écologique, dans l'esprit comme dans l'attitude, est le « digne » héritier : il n'est pas certain que cela puisse être considéré comme un progrès pour notre pays...